Appui aux exploitations agricoles des établissements angolais

Dans le cadre du PAFAR, Projet d'appui à la formation agricole et rurale en Angola, le réseau CEFAGRI a lancé début 2026 un appel à manifestation d'intérêt pour une mission visant à accompagner la transformation des fermes pédagogiques des Instituts Techniques Agricoles.

Voici le retour d'expérience de Laëtitia Vannesson, directrice de l'exploitation agricole de Sabres dans les Landes, et Xavier Bunker, directeur de l'exploitation agricole de Lyon Dardilly, les deux experts engagés dans cette mission.

En 2024 et 2025, plusieurs missions ont été réalisées en Angola par des experts de l'enseignement agricole mobilisés via le réseau CEFAGRI (Conseil expertise formation agricole à l'international) de la DGER, auprès de l'équipe PAFAR locale et avec l'accompagnement de l'assistante technique résidente, permettant la tenue d'ateliers multi-acteurs, la co-écriture d'un référentiel de technicien agricole polyvalent, la réflexion sur l'organisation des stages, l'implantation de fermes pédagogiques/exploitations agricoles pour les ITA. Une délégation angolaise a également été accueillie en France, pour une immersion dans l'enseignement agricole, avec un focus sur le fonctionnement des exploitations agricoles des établissements.
En mars 2026, la présente mission s'inscrit dans la phase opérationnelle du développement des fermes pédagogiques avec 5 ITA pilotes. Il s'agit de procéder à la validation méthodologique et l'appui à l'élaboration des plans d'installation et développement des instruments nationaux des

fermes pédagogiques. Cette mission vise à consolider et valider la méthodologie proposée en impliquant directement les 5 ITA pilotes, qui jouent un rôle structurant en tant que pôles de référence nationale pour les 12 ITA existant et faisant l'objet de la réforme du PAFAR. Cette phase est déterminante pour transformer les exploitations agricoles des ITA en réels espaces d'apprentissage selon l'approche par compétences (APC), en assurant l'articulation entre production agricole, pratique pédagogique et besoins régionaux, conformément au nouveau référentiel « technicien agricole polyvalent » (TAP).






Qu'est-ce qui vous a amenés à répondre à cet appel à manifestation d'intérêt (AMI) ?

Xavier Bunker – Voilà 10 ans que je n'avais pas eu l'occasion de participer à une action de coopération internationale, lorsqu'un collègue m'interpelle dans un couloir, se souvenant de ma nostalgie pour mes expériences au Mali et au Maroc.
Me voilà rapidement projeté dans l'aventure angolaise avec le doute d'être en capacité d'assumer seul cette mission, compte tenu notamment de ma spécialisation monomaniaque en horticulture.
C'était sans compter sur la formidable opportunité qu'a été la possibilité de participer à cette mission aux côtés de mon

excellente collègue et amie Laëtitia Vannesson, plus polyvalente, et rodée aux cultures tropicales.

Laëtitia Vannesson – Nos parcours respectifs ont naturellement nourri notre engagement dans cette mission.
Pour ma part, une expérience de dix années dans des territoires ultramarins – à Mayotte puis en Polynésie – a permis de développer une solide connaissance des systèmes agricoles tropicaux et des contextes pédagogiques spécifiques. À cela s'ajoute une première expérience de coopération internationale à Madagascar, qui a confirmé l'intérêt pour les projets croisant pédagogie et exploitation agricole.
La proposition de répondre en binôme à l'Appel à Manifestation d'Intérêt a été une évidence. Elle offrait l'opportunité de croiser des compétences complémentaires, entre spécialisation horticole et polyvalence en productions tropicales, tout en s'inscrivant dans une démarche collective portée par le réseau CEFAGRI.

Comment avez-vous préparé cette mission ?

La préparation a été une étape clé.
En amont, de nombreux échanges à distance nous ont permis de clarifier les attentes et de définir une méthodologie adaptée. Les réunions avec l'équipe angolaise du PAFAR et SFERE, bureau d'étude porteur du projet, ainsi que l'analyse de documents transmis (référentiels, données sur les établissements), ont constitué une base solide de compréhension.
Nous avons également mené des recherches sur le pays, son histoire, sa géographie et son contexte agricole, afin d'aborder la mission avec une vision la plus large possible.
Sur le plan opérationnel, nous avons conçu des outils facilitant l'intervention sur place : un support de présentation à destination des équipes locales, ainsi qu'un questionnaire préalable visant à recueillir des informations sur les ateliers, les itinéraires techniques et les moyens

disponibles. L’objectif était clair : optimiser un temps de mission que nous savions très contraint.






Comment s’est déroulée la mission sur le terrain ?

La mission s’est organisée en trois temps.
Une première phase commune, lors de la visite de l’ITA de Tchivinguiro, nous a permis de tester et d’ajuster notre méthodologie.
Ensuite, nous nous sommes répartis sur différentes provinces afin de visiter l’ensemble des cinq ITA pilotes dans un temps limité. Ce fonctionnement en parallèle a été rendu possible grâce à une coordination quotidienne étroite, faite d’échanges réguliers pour partager nos observations, harmoniser nos analyses et croiser nos regards.
Enfin, une phase de synthèse à Luanda a permis de consolider un bilan commun et de formuler des recommandations partagées.
Le rythme a été particulièrement soutenu, alternant visites intensives (2 à 2,5 jours par établissement) et longs trajets pouvant atteindre 15 heures de route. Cette contrainte temporelle a renforcé la nécessité d’aller à l’essentiel.

Avez-vous rencontré des difficultés ?

La principale difficulté résidait dans la densité de la mission : comprendre en quelques jours les enjeux, les

pratiques et les spécificités de cinq établissements très différents, répartis sur un territoire vaste.
La barrière linguistique aurait pu être un frein, mais elle a été largement levée grâce à l'accompagnement de deux interprètes dont la qualité du travail a été déterminante. Au-delà de la traduction, ils se sont pleinement impliqués dans la démarche, au point d'anticiper parfois les échanges techniques.
Par ailleurs, la pertinence des recommandations a reposé sur notre capacité à mettre en œuvre rapidement une démarche de diagnostic participatif, en rencontrant un large panel d'acteurs et en animant des ateliers de co-construction avec les équipes éducatives.






Que retenez-vous de cette expérience, sur les plans professionnel et personnel ?

Sur le plan professionnel, cette mission a été particulièrement inspirante.
Elle ouvre des perspectives concrètes d'évolution des pratiques pédagogiques, notamment autour de la responsabilisation des apprenants, avec la possibilité de confier à des groupes d'élèves la gestion encadrée d'ateliers de production. Elle conforte également l'intérêt de démarches participatives pour optimiser l'usage pédagogique des

exploitations.
Mais au-delà des outils et des méthodes, c’est aussi une redécouverte du potentiel des exploitations pédagogiques comme supports d’apprentissage vivants et engageants.
Sur le plan personnel, cette expérience confirme une conviction forte : la rencontre, l’échange et la découverte d’autres contextes sont des sources d’enrichissement profond. Elles nourrissent à la fois la réflexion professionnelle et l’équilibre personnel.

Quelles suites envisagez-vous ?

À court terme, le travail se poursuit par la formalisation de propositions opérationnelles pour les établissements, avec l’identification d’ateliers prioritaires à stabiliser ou à développer dès la prochaine rentrée (septembre 2026).
À moyen et long terme, l’objectif est d’accompagner la consolidation de ces exploitations à travers des outils d’analyse leur permettant de gagner en autonomie et d’évaluer la durabilité de leurs activités.
Une nouvelle mission pourrait être envisagée dans les mois à venir afin de suivre l’évolution des projets co-construits et d’approfondir la connaissance des territoires, notamment en explorant davantage les liens avec le tissu économique local.

Un mot de conclusion ?

> *Laëtitia Vannesson – Cette mission en Angola a été une aventure humaine et professionnelle intense, rendue possible par la mobilisation de l’expertise de l’enseignement agricole français à travers le réseau CEFAGRI.*
> *Elle illustre pleinement la richesse des échanges internationaux et leur capacité à faire évoluer les pratiques, ici comme ailleurs.*
> *Et, comme souvent dans ce type d’aventure, une chose est certaine : l’envie de repartir est déjà là !*

> *Xavier Bunker – Cette expérience nous a permis de découvrir un pays fascinant et d’approcher un métier, une activité,*

très exigeante et engageante.
Au-delà de la poursuite de notre travail, nous avons ramené d'Angola une étrange maladie exotique : nous voilà atteints de cette envie irrépressible de reconduire ce genre d'expérience aussi souvent que possible !

Contact : Vanessa Forsans, animatrice du réseau CEFAGRI (Conseil expertise formation agricole à l'international) du BRECI/DGER/MAASA – vanessa.forsans@educagri.fr